



## COMPTE RENDU DU COMITE TECHNIQUE LOCAL (CTL) DU 17 OCTOBRE 2022

Premier CTL avec notre nouveau DRFIP, Laurent GARNIER, qui, il est vrai, s'est montré à l'écoute. Nous attendons maintenant que cela se concrétise par des actes.

Solidaires a, en préambule, lu une déclaration liminaire (jointe au compte-rendu) élaborée en commun avec nos camarades de la CFDT et de la CGT, car il nous semble important de parler d'une seule voix quand il s'agit des conditions de travail des agents.

Le DRFIP nuance notre constat accablant : pour lui, les situations sont plus contrastées que ce que nous affirmons et certains services vont mieux un an après la mise en oeuvre du NRP (mouais...). Il reconnaît toutefois que c'est une phase difficile, que les vacances d'emploi dans le département aggravent la situation, et que, même si le NRP est juridiquement achevé, le travail d'accompagnement des agents et des chefs de service doit se poursuivre. Oh que oui !

Voilà maintenant ce qu'il faut retenir, succinctement, des points à l'ordre du jour de ce CTL : (rappel: les points "pour avis" donnent lieu à un vote)

### **Point "NRP" :**

01/01/2023 (pour avis) :

- changement de rattachement de SIP/SIE pour les communes de Duppigheim et de Plobsheim : décision motivée pour la volonté d'avoir une cohérence entre les intercommunalités et les services fiscaux. Sur le principe, ça se tient.
- transformation de la trésorerie Strasbourg Municipale et Eurométropole en SGC Strasbourg et Eurométropole : il s'agit, pour faire simple, d'un changement de dénomination sans incidence sur les missions. La communauté de commune ayant un Conseiller aux Décideurs Locaux (CDL), elle est juridiquement un Service de Gestion Comptable (SGC).

Les organisations syndicales (OS) ont voté "**contre**" à l'unanimité. Bien que l'enjeu soit minime, nous ne pouvons approuver des décisions initiées dans le cadre du NRP. Ce vote "contre" est donc plus symbolique qu'autre chose (sachant qu'il n'est pas bloquant pour la direction locale)

01/09/2022 (pour information): transfert de la commune d'Eckwersheim au SGC de Saverne. Cette opération aurait dû nous être présentée avant sa mise en oeuvre, mais oups, elle a été oubliée... Le transfert étant déjà effectif, aucun intérêt de le soumettre maintenant au vote.

### **Adoption des règlements intérieurs (RI) des services restructurés en 2022 (pour avis)**

Il s'agissait de définir les plages variables et les plages fixes de travail. Les agents concernés (332 exactement) ont été consultés par voie électronique, plusieurs options leur étant proposées. Le taux de participation étant de plus de 80%, et une large majorité se dégageant pour une option\*, Solidaires a voté "**pour**" l'adoption des RI.

\* Plages variables : Début de la journée de travail : 7h15; fin de la journée de travail : 18h45 (85,77%)  
Plages fixes : 9h30-11h30 / 14h-16h (96,25%)

## **Modalités de l'accueil du public au SIP de Strasbourg (pour avis)**

Si vous avez loupé un épisode: l'accueil "tout venant" des 2 SIP situés au 35 avenue des Vosges à Strasbourg est assuré par le Pôle Relations Usagers (PRU), rattaché au SIP de Strasbourg. Les modalités de cet accueil ont fait l'objet d'ajustements.

Il s'agissait d'acter la pérennisation de ces mesures, déjà appliquées donc:

\* séparer l'accueil sans RDV (le matin) et l'accueil sur RDV (l'après-midi )

\* consacrer les vendredi à la réception dans les accueils de proximités : Espaces France Service (EFS) et mairies (toujours sur la base du volontariat).

Solidaires a choisi l'**abstention** sur ce point (les autres OS également) : certes, la nouvelle répartition matin /après-midi semble satisfaire les collègues. Toutefois, concernant les accueils de proximité, nous n'avons pu que rappeler, non sans amertume, nos interventions précédentes : nous avons alerté la direction locale sur le fait que les collègues expédiés dans les EFS manqueraient cruellement dans les services, où le nombre d'usagers se déplaçant ne baisserait pas. Pour nous, réserver l'accueil de proximité au vendredi, jour de fermeture du 35Vosges au public, est bien la preuve que le sous-effectif du PRU ne permet pas de jouer sur les deux tableaux.

A noter également : Solidaires soutient de longue date la revendication des agents d'avoir un vigile pérenne sur le site. Cette idée a fait son chemin auprès de la direction: le nouveau contrat souscrit prévoit la présence d'un vigile jusqu'en novembre 2023. Le but étant bien sûr ensuite qu'il soit reconduit!

## **Rattachement des CDL et du SAR au SPL(pour information)**

Attention, acronymes ! *Petit rappel* : CDL= *Conseillers aux Décideurs Locaux*. SAR = *Service d'appui au réseau*. SPL= *Secteur Public Local* . PIMAR =  *pilotage des missions et animation du réseau*

Cette décision reste de l'ordre de l'organisation interne de la DRFIP67 . Conséquences concrètes : ce n'est plus le directeur du Pôle PIMAR qui validera les congés et les frais de déplacement, mais le directeur de la division SPL.

## **Conditions de vie au travail / Tableau de bord de veille sociale 2021 (pour information)**

Le tableau de bord de veille sociale (TBVS pour les intimes) a pour objectif de nous permettre d'identifier des situations à risque par l'analyse d'indicateurs chiffrés qui se veulent objectifs. Bon... on ne dit pas que c'est totalement inutile, mais entre la crise sanitaire et le NRP, tout comparatif avec les années précédentes est assez vain. Et lorsqu'après 10 pages de chiffres la conclusion formulée par la direction est: " les données ne révèlent pas de service ou catégorie de service connaissant des difficultés particulières"....on se demande quand même un peu ce qu'on fait là.

A retenir tout de même : les écrêtements , bien qu'en baisse, restent à un niveau indécent. Interpellé sur ce point, le DRFIP convient que "l'écèlement doit être une exception" et qu'il est "un mauvais signal, qui doit être traité". A rappeler aux chefs de services, qui interrogés sur les cas les plus saillants, y voient quant à eux une preuve d'exemplarité et d'implication!!!

Solidaires en a profité pour rappeler que le groupe de travail (GT) consacré à l'amélioration des conditions de travail des agents, créé en 2020, avait quelque peu perdu de vue ses objectifs premiers (notamment en ayant été redirigé fin 2021 vers la gestion du fonds "cadre de vie", ce qui n'a rien à voir ) et avait encore du pain sur la planche. Il nous a été assuré que ce GT avait vocation à reprendre ses travaux. Tant mieux.

## **Point sur le télétravail (pour information)**

Peu de nouveautés. Le nombre de télétravailleurs reste stable depuis un an. Certains chefs réfractaires ont infléchi leur position, mais le sujet reste un point de crispation dans certains services. Nous avons insisté sur 2 points :

- \* il serait injuste de pénaliser les sachants (qui deviennent une denrée rare dans leur service) en leur refusant le télétravail au motif qu'ils sont indispensables sur place pour former les nouveaux.
- \* entre les refus officiels, notifiés dans SIRHIUS (2 seulement) et les refus oraux (qui ne donnent du coup pas lieu à une demande en bonne et due forme), il y a un monde.

Notre conseil : même en cas de refus oral, posez votre demande de télétravail dans SIRHIUS. Le refus de télétravail pouvant faire l'objet d'un recours, la notification officielle du rejet est donc indispensable.

Cas particulier du SL-REC, seul service où aucune tâche n'est à ce jour télétravaillable : une étude de faisabilité a été diligentée. La réponse est en demi-teinte: pour pouvoir télétravailler "il faudrait une rénovation sérieuse du process". Traduction: c'est plutôt non...

## **Petit florilège des questions diverses:**

Solidaires a relayé des questions ou des témoignages recueillis lors de sa tournée de HMI sur les sites depuis début octobre (si nous ne sommes pas encore passés chez vous, patience, ça ne va pas tarder)

- \* la situation tendue, pour diverses raisons, du SGC d'Erstein, du SIE de Haguenau, du SIP de Saverne.

Les difficultés particulières des antennes des SIP ont également été évoquées par toutes les OS.

- \* la problématique de l'accueil du CFP de Haguenau. Beaucoup de choses sont à revoir : affichage, organisation, communication... Le DRFIP a pris note et nous a assuré que c'était "un point d'attention" aussi pour lui. Une réflexion serait notamment en cours pour la remise en service du GFA (gestionnaire de file d'attente).

- \* l'avenir des antennes PCE et PCRП à Haguenau, logées dans l'ancienne trésorerie : le bail expire à la fin de l'année. Une prorogation a été demandée jusqu'au 01/09/2023, le but étant ensuite de rapatrier les collègues rue du Clabaud (eh oui, avec la baisse des effectifs du SIE liée au transfert de missions à Forbach, il y aura de la place...).

Attention tout de même : le DRFIP nous a rappelé la condition de maintien de ces antennes (et cela vaut aussi pour le PCRП de Sélestat) : qu'elles soient composées d'au moins 3 agents. En deçà, "cela ne constitue plus un collectif de travail"

- \* pour deux questions posées par d'autres OS, la réponse a été la même : il n'y a pas de sujet et les inquiétudes sont infondées. Il s'agit:

- du maintien de la trésorerie du SDEA dans ses locaux actuels
- de la réforme de la responsabilité des gestionnaires publics (RGP), dont les agents craignent qu'elle concerne également les collègues B et C.

- \*Sélestat: rejet de la demande de carte Apétiz sur ce site de la part du Secrétariat Général !

**Si vous souhaitez plus de précisions sur les points évoqués ci-dessus, n'hésitez pas à contacter les représentants Solidaires qui ont participé à ce CTL :**

Candice VINCKEL - Myriam HALBWAX - Elisabeth RAMEL